

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS!

Djamila Bouhired  
n'est pas sauvée!

(P. 3)

# LA VÉRITÉ DES TRAVAILLEURS

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE SECTION FRANÇAISE DE LA 4<sup>e</sup> INTERNATIONALE

N° 82. — 2<sup>e</sup> QUINZAINE D'AVRIL 1958

BI-MENSUEL: 40 fr.

## Premier Mai de lutte contre la guerre d'Algérie

# Préparons la contre-offensive ouvrière

**F**ELIX GAILLARD est tombé. Qui le regrettera? Depuis des mois, il encourageait les pires exactions de la police et de l'armée. Il avait toléré le massacre de Sakhiet. Rien ne semblait devoir calmer la juvénile ardeur de ce médiocre va-t-en-guerre.

Et pourtant, à la simple demande de Murphy et Beeley, négociateurs des « bons offices », voici notre Gaillard prêt à tout accepter: l'accommodation avec Bourguiba, le refus du contrôle de la frontière algérienne, le retour à l'O.N.U., dont l'opinion est chaque jour moins favorable au colonialisme français.

Que s'était-il passé qui puisse expliquer la soudaine modération de feu le président du Conseil? Rien d'autre qu'une forte pression des Etats-Unis, suffisante pour effacer les discours patriotiques les plus véhéments.

Murphy, dans ses déclarations aux journalistes américains a nettement exprimé cette orientation délibérée de l'impérialisme américain. Gaillard s'est plié, sachant que son gouvernement n'avait pu éviter une crise financière majeure qu'en envoyant Monnet mendier outre-atlantique une aide économique, qu'il faudra sans doute renouveler avant la fin de l'année.

Les ultras, du type Soustelle ou Bidault, ont refusé d'accepter les propositions des « bons offices ». Ils sont parfaitement logiques dans leur volonté de se battre jusqu'au bout. Ils ont pris l'initiative de la crise et, à ce titre, ont reçu à charge de constituer le gouvernement. Bidault, leur représentant, a échoué, non tant parce que sa base parlementaire est minime que parce que la France n'a pas les moyens de payer une continuation de la sale guerre contre la volonté des Etats-Unis.

L'intervention américaine demeure donc un facteur déterminant de la situation française. Il ne faudrait cependant pas déduire des développements récents que la paix en Algérie est maintenant chose faite. Les luttes au sein de la bourgeoisie française ne sont pas finies, et les colonialistes disposent, dans

Jean ROBLIN.

(Suite en dernière page.)

## LES CONSEILS OUVRIERS ET LA BUREAUCRATIE

**G**OMULKA a donné un coup de barre à droite dans son discours du 14 avril devant le Congrès des syndicats polonais, peu de temps d'ailleurs après avoir fait exclure du C.C. du parti un leader de la fraction stalinienne. Les évolutions de Gomulka ne sont pas terminées, mais l'intérêt de son dernier zigzag est d'avoir soulevé la question décisive des conseils ouvriers.

Dans son dernier discours, Gomulka se plaint de conflits des conseils ouvriers « avec les représentants syndicaux, la direction de l'usine et la cellule du parti ». Il a dénoncé la tendance des conseils ouvriers à se poser comme la véritable représentation ouvrière dans les entreprises, ce qui y « rend difficile aux comités du parti la réalisation du rôle dirigeant du parti ». Gomulka ne va pas jusqu'à supprimer formellement les conseils, il se borne à les noyer dans un organisme nouveau où « le rôle dirigeant » du parti pourra s'exercer sans difficulté.

Gomulka révèle ainsi que, sur la seule question de la gestion ouvrière de chaque entreprise, il y a un conflit plus ou moins déve-

loppé entre la représentation élue par les ouvriers pour le conseil ouvrier, et l'organisme du parti qui, il oublie de le dire, est en fait désigné par les instances supérieures, elles-mêmes nommées par la direction du parti et de l'Etat.

Un tel conflit n'est pas accidentel mais généralisé puisque Gomulka recourt à une mesure à l'échelle nationale. Un tel conflit est virtuellement présent dans tous les Etats ouvriers, y compris dans l'Union soviétique où l'on assiste à ce paradoxe que l'on n'y porte pas en odeur de sainteté ces organismes (soviets étant le mot russe pour conseils) dont le pays porte le nom. Qu'un tel conflit, loin de s'apaiser devienne plus aigu, cela signifie tout simplement que la classe ouvrière des Etats ouvriers est en opposition avec les pouvoirs établis, c'est-à-dire en fait en opposition avec l'orientation de l'économie et de l'Etat.

On pourrait objecter que la masse des travailleurs de ces pays a des vues courtes, qu'elle ne se préoccupe que de certaines jouissances immédiates mais oublie des besoins et tâches à plus longue

P. F.

(Suite en dernière page.)